



Créer les conditions du Croisement des savoirs : le défi de la première année de projet

Le projet Solenprim soulève des enjeux pluriels. D'une part, il tente d'identifier des liens pertinents entre les préoccupations du secteur de l'aide alimentaire et un objectif sociétal plus général de transition vers des systèmes alimentaires durables. D'autre part, il rassemble des acteurs très différents autour d'une démarche de recherche participative et collaborative. Or, postuler la complémentarité de leurs expertises est une chose, réunir les conditions nécessaires à leur expression en est une autre. Ces enjeux ont été approfondis dans un article intitulé « Recherche-action participative et accès à l'alimentation durable : Des terrains bruxellois au sol fécond » – rédigé par Déborah Myaux, Alexia Serré, et al. – publié dans La revue du CREMIS (Vol. 9 No. 1, Printemps 2016, pp.11-18)¹. Le texte ci-dessous en fait la synthèse.

ÉLARGIR LE CHAMP

Une étude récente (Hubert, Vleminckx, 2016) a permis de constater que l'insuffisance et l'instabilité des ressources dont disposent les organisations d'aide alimentaire limitent grandement leur capacité à garantir aux personnes un service adéquat, que ce soit en matière de qualité de l'accueil, d'offre d'un accompagnement social ou encore de qualité et de diversité des vivres. Dans ce contexte, la mise en place de politiques visant à assurer une transition vers une alimentation durable à Bruxelles a été perçue par les acteurs du secteur comme une opportunité pour élargir le champ des possibles en matière d'accès autonome à une alimentation de qualité pour les personnes en situation de précarité. Mais elle soulève les questions opérationnelles suivantes : Comment associer de façon structurée le secteur de l'aide alimentaire à cette transition ? Comment connecter durablement les publics précaires à ces systèmes ? Quels moyens déployer pour faciliter l'accès de ces publics à une alimentation saine et de qualité ?

ALIMENTATION DURABLE : UNE VOIE POUR « RÉGÉNÉRER LE SOCIAL » ?

L'appel à projets « co-create 2015 » (Innoviris) visant le développement de dispositifs innovants en matière d'alimentation durable en Région de Bruxelles-Capitale a représenté une occasion, pour les partenaires de Solenprim, de réaffirmer la nécessité de rendre effectif le droit à une alimentation de qualité, accessible durablement, pour tous. Une opportunité, aussi, de souligner le potentiel « social » que comporte le développement de systèmes alternatifs de production, de transformation ou de distribution des aliments, au-delà du seul enjeu environnemental. En effet, ces systèmes alternatifs se développent pour la plupart dans ce que Jeremy Rifkin appelle l'esprit des communaux collaboratifs (Rifkin, 2014). Y associer les publics défavorisés peut non seulement faciliter l'accès de ces derniers à une alimentation de qualité, mais également contribuer – c'est l'une de nos hypothèses – à lutter contre certains processus d'exclusion et d'isolement. Le projet Solenprim s'est ainsi élaboré dans l'objectif de créer, développer et évaluer des initiatives pilotes permettant aux publics les plus précaires d'accéder durablement à une alimentation de qualité, diversifiée, et d'être connectés à des systèmes alimentaires alternatifs qui promeuvent de nouvelles formes de solidarités, de coopérations et d'échanges.

¹ www.cremis.ca/recherche-action-participative-et-acces-a-l'alimentation-durable-des-terrains-bruxellois-au-sol



LE CROISEMENT DES SAVOIRS

Solenprim repose sur un postulat fort : lorsque différents acteurs collaborent dans le but de concevoir et de mettre en œuvre de nouveaux dispositifs, chacun d'eux injecte dans le projet un ensemble de savoirs qui lui est propre. Dans cette perspective, atteindre les objectifs fixés nécessite à la fois la mutualisation de ces « savoirs distribués » (Trépos, 1996), et un engagement fort de la part des acteurs concernés.

L'étape consacrée au montage du projet a permis aux chercheurs et chargés de projet de la FdSS de co-construire une problématisation commune, de baliser un ensemble d'objectifs partagés, et d'anticiper les modalités de leur future coopération. Pour les autres partenaires, c'est plus tard, au moment du réel démarrage du projet, que s'est posée la question des places et rôles à investir par chacun. Or, pour eux, se positionner comme co-décideurs des orientations du projet n'était pas évident. Un partenaire, salarié d'un organisme de terrain, confiait que le programme de recherche, rédigé dans un style très universitaire, était particulièrement difficile à s'approprier. Il insistait sur l'effort de vulgarisation à prévoir en vue d'approcher les bénéficiaires de l'aide alimentaire, et expliquait, par ailleurs, craindre le caractère chronophage du projet, au regard de son contexte de travail déjà lourdement chargé. Dans la même perspective, le procès-verbal d'une réunion partenariale signalait « l'écart de langage » susceptible de renforcer une posture de retrait chez certains acteurs, voire de compromettre l'intéressement des bénéficiaires.

Ce dernier point d'attention est d'autant plus important que Solenprim s'est engagé à cibler tous les bénéficiaires de l'aide alimentaire, y compris les plus précaires d'entre eux. Bon nombre de dispositifs innovants en matière d'action sociale s'accompagnent du risque de s'adresser préférentiellement à une « élite des exclus », reproduisant ainsi de nouvelles distinctions et de nouvelles exclusions au sein même des populations défavorisées. « L'effet Matthieu » (Damon, 2002) caractérise ce type de situation où les résultats d'un dispositif ou d'une prestation n'affectent positivement que les moins défavorisées des personnes qui composent un public cible. Pour se réaliser pleinement, la démarche de co-création se devait de rendre le propos accessible à tous, y compris aux personnes les moins outillées.



CO-CONSTRUCTION DE LA PHASE DE DIAGNOSTIC

L'année 2016 a été consacrée à la « phase de diagnostic » du projet, dont l'objectif était d'identifier les freins qui réduisent l'accès à des aliments variés et de qualité, tant du côté des publics précarisés que du côté des organismes distributeurs d'aide alimentaire. Parmi les enjeux repérés pour mener à bien cette étape se trouvait celui de l'implication des différents partenaires, mais aussi de leurs personnels et bénéficiaires. Pour lever ces difficultés, il importait de rétablir une égale légitimité d'expression et d'implication au sein du partenariat. Une tentative de repositionnement a dans ce sens été engagée par les chercheurs et des chargés de projet de la FdSS.

Tout d'abord, en proposant à tous les partenaires, chercheurs compris, d'acquérir de nouvelles compétences en méthodes d'intelligence collective, dans le cadre d'une première journée de formation animée par deux intervenants indépendants. Ce moment a permis aux personnes présentes d'expérimenter la philosophie de « non-hiérarchisation des savoirs » revendiquée par le projet ; d'outiller le collectif en vue de faciliter ses collaborations à venir, au-delà des effets d'asymétrie de compétences ou de statuts ; et d'examiner collectivement la pertinence de ces mêmes méthodes pour animer les diagnostics locaux d'ores et déjà programmés avec des groupes de bénéficiaires puis d'intervenants de l'aide alimentaire.

Ensuite, en prenant le temps de dépouiller la problématique de son habillage académique. Pour cela, les chercheurs ont sollicité une chargée de projet de la FdSS, animatrice de la Concertation aide alimentaire, dans le but de rendre l'objet de la recherche accessible à ses « bénéficiaires finaux » et de pouvoir ouvrir la réflexion avec eux dans le cadre des séances de diagnostic locales. La question a alors été posée en deux temps, de la manière suivante : « Pour moi, bien se nourrir, c'est... ? », puis « Quelles sont les difficultés qui, dans ma vie quotidienne, réduisent mes possibilités d'y parvenir ? » Dépassant l'enjeu de la juste formulation, c'est l'entièreté du dispositif de diagnostic qui a au final été élaboré en co-création, au point de bousculer les frontières professionnelles entre les différents partenaires, désormais tous dénommés « co-chercheurs ». Les bénéficiaires ayant participé à des séances de diagnostic locales ont ensuite été rassemblés en séance transversale. Les intervenants également. Et parce que rien ne justifiait que les chercheurs et chargés de projet de la FdSS se soustraient à cet exercice, une séance fondée sur un protocole méthodologique identique leur a été consacrée, avant que l'ensemble de ces groupes ne formalise une analyse collective dans le cadre d'une journée de « diagnostic croisé ».



LA CO-CRÉATION

Si la co-création représente un véritable défi pour les chercheurs, les chargés de projets et les acteurs de terrain, elle représente également un grand potentiel en termes de renouvellement des pratiques (de recherche, comme de terrain) et des modalités d'action d'un secteur. Dans le cadre de Solenprim, elle fait aussi figure de levier permettant d'éviter plusieurs écueils potentiels lorsqu'il s'agit d'identifier des alternatives aux formes actuelles d'aide alimentaire. La co-création a en effet permis de se prémunir contre le risque « d'innover pour innover », en déconnexion vis-à-vis des besoins réels du terrain ; elle a aussi permis d'écarter, par les débats qu'elle a suscités, certaines hypothèses paternalistes qui tendraient à vouloir « traiter » les habitudes alimentaires des personnes pauvres dans une logique orthopédagogique, comme le ferait par exemple la mise en place de sortes de « guidances sociales nutritionnelles ».

Complexe, parce qu'elle nécessite d'accorder du temps et des moyens à la définition d'un langage commun ; exigeante, parce qu'elle implique une réflexivité permanente attentive aux dynamiques de pouvoir et aux enjeux de problématisation, de traduction, d'intéressement qui lui sont inhérents ; perturbante, aussi, parce qu'elle demande de sortir d'un fonctionnement plus confortable basé sur une stricte répartition des rôles et des compétences, la démarche de co-création mise en œuvre dans le projet Solenprim positionne ouvertement l'activité de recherche comme partie prenante légitime des processus de changement à l'œuvre dans l'organisation de la vie collective de la cité.

-
- Damon, Julien (2012 [2002]), *La question SDF*, Paris, PUF, « Le lien social », 420p.
 - Hubert, Hugues-Olivier et Vleminckx, Justine (2016), « L'aide alimentaire aujourd'hui, le droit à l'alimentation demain », *Rapport de Recherche Action*, Bruxelles, FdSS, 209p.
 - Rifkin, Jeremy (2014), *La nouvelle société du coût marginal zéro. L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*, Paris, Les liens qui libèrent, 512p.
 - Trépos, Jean-Yves (1996), *La sociologie de l'expertise*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 12